

# Radicalisons la démocratie

## Edito



La crise climatique bouleverse nos sociétés, et ce n'est que le début. Cette dynamique profonde, inédite, et incertaine est plus qu'inquiétante, et peut générer une angoisse aigue. Conscients de ce phénomène, nous avons voulu dans un article de ce numéro, intitulé « Anxiété climatique : ce que cela signifie pour les jeunes », comprendre finement ce qui se jouait dans l'esprit de jeunes se reconnaissant eux-mêmes comme étant éco-anxieux. L'analyse minutieuse de 21 entretiens semi-directifs nous a permis d'établir une cartographie des ressorts mobilisés dans leurs discours sur la question. Alors que les jeunes font face à de nombreuses informations négatives et anxiogènes, ils doivent démêler le vrai des *fake news*. Les craintes portant sur les bouleversements à venir de l'environnement sont intimement liées à celles qui concernent la société. Bref, ce contexte d'incertitude travaille profondément leurs affects. Ces résultats constituent le point de départ de cet édito.

Si ce tableau rapidement brossé paraît paralysant, c'est sans compter sur les ressources philosophiques et démocratiques à trouver dans les travaux de Chantal Mouffe, philosophe belge, Professeure à l'Université de Westminster, sur lesquels nous nous devons de revenir. En particulier son ouvrage intitulé *Towards a Green Democratic Revolution: Left Populism and the Power of Affects*. Les travaux de Mouffe sont fondamentaux en ce qu'ils permettent de reconsidérer les passions – et donc aussi les anxiétés face

aux dérèglements climatiques – dans la dynamique politique et démocratie. Elle souligne que les émotions collectives, loin d'être des obstacles, constituent la matière première d'une activation politique. L'angoisse climatique, ressentie face à l'imminence des catastrophes écologiques, génère une sensibilité profonde aux enjeux du vivre-ensemble. En investissant cette angoisse, les mouvements politiques peuvent construire une identité commune, identifier des adversaires, et créer ainsi les conditions d'un engagement renforcé. C'est ce qu'elle appelle la « radicalisation de la démocratie », comme le processus par lequel on approfondit la démocratie en reconnaissant et en institutionnalisant les conflits et les antagonismes au sein du débat public, afin de permettre une confrontation pluraliste entre projets opposés dans un cadre démocratique partagé.

Plus encore, Mouffe suggère que cette angoisse environnementale doit être reconnue comme un moteur potentiel de mobilisation politique. Elle appelle à une politisation du mouvement climatique, c'est-à-dire à une transformation de cette inquiétude diffuse en une revendication structurée et démocratique. Pour elle, il est essentiel de canaliser cette énergie affective vers la construction d'une coalition politique capable de peser sur les décisions économiques, sociales et écologiques. Cette coalition, qu'elle nomme « Révolution démocratique verte », aurait pour objectif de faire de la lutte contre le dérèglement climatique un enjeu central de la démocratie contemporaine. Elle verrait dans l'angoisse collective non pas une faiblesse, mais une force à mobiliser pour exiger davantage de justice climatique, de solidarité entre les peuples et de transformation des modèles de production et de consommation.

Cela semble d'autant plus important, et même urgent, dans un contexte que certain-es qualifient de post-politique, où règneraient l'apathie de la technocratie. Le « retour du politique », comme elle le nomme, pourrait prendre appui sur

l'angoisse climatique qui, bien canalisée, deviendrait alors une énergie agonistique : non pas un appel au consensus mou, mais une poussée vers des confrontations claires entre visions antagonistes (par exemple, la justice sociale contre des intérêts capitalistes destructeurs). Cet antagonisme – cette opposition – permettrait de donner un nouveau souffle à la démocratie, rendant l'angoisse climatique non pas paralysante, mais structurante pour repenser les priorités politiques et imposer une gouvernance écologique radicale et solidaire.

Ce que Mouffe nous dit concernant la lutte climatique est transposable aux questions de santé, du soin et du prendre soin. C'est d'ailleurs ce que nous enseignait le Professeur Michael Marmot, de l'*University College London*, en d'autres termes lors de son intervention à la journée d'étude intitulée « Pour des soins accessibles » que nous avons organisée le 22 mai 2025, et dont une recension est faite dans ce numéro de *Santé & Société* dans l'article éponyme. Là où Mouffe parle de la puissance des affects, Marmot évoque le pouvoir de l'espoir ; celui trouvé dans la mise à nu des inégalités d'accès aux soins de santé. Pour Marmot, nous sommes forts des connaissances précises dont on dispose en la matière et du sentiment d'injustice qu'elles suscitent. Ce sentiment d'injustice, s'il est tourné vers l'espoir, n'est pas paralysant. Il doit porter l'action pour plus d'inclusivité dans les soins. Les travaux de Marmot sont une source d'inspiration forte des autres interventions de cette journée dont une recension est faite : celles des Professeures Sandy Tubeuf (Université catholique de Louvain) et Sara Willems (Université de Gand).

Nous abordons par ailleurs dans ce numéro un sujet tout à fait différent avec l'étude intitulée « Évolution et enjeux du recours aux anticoagulants oraux ». Il s'agit d'analyser l'utilisation de deux types de médicaments anticoagulants, principalement au regard des enjeux de l'observance

thérapeutique : dans quelle mesure les patient-es n'abandonnent pas leur traitement en cours de route (ce qu'on appelle la persistance), et dans quelle mesure le plan de traitement (fréquence de prise, dosage) prévu par leur médecin est bien respecté (ce qu'on appelle l'adhérence). Les questions abordées dans cette étude sont cruciales, notamment parce que ce type de traitement concerne plus de 400.000 personnes en Belgique. Les résultats obtenus sur base de l'analyse des données de facturation de la MC sont interpellants : le nombre d'utilisateur-trices ne cesse de croître ; la prévalence du recours aux anticoagulants oraux est plus grande auprès des patient-es bénéficiant de l'intervention majorée ; l'observance thérapeutique ne va pas de soi (interruption prématurée du traitement, et volume de médicaments inadéquat pour se soigner correctement au quotidien).

Alors que nous nous attardions en début d'édito sur la question de la démocratie radicale, il semble utile d'y revenir en conclusion, pour nous projeter en tant que corps intermédiaires dans la perspective dressée par Mouffe. L'intuition que nous portons est que les corps intermédiaires sont des lieux de médiation forts permettant de construire des visions collectives et structurées au départ du vécu et des affects de nos membres. Et ce en tenant compte aussi bien des lignes de force les plus visibles que des situations des groupes plus marginalisés. Vu comme cela, il semble donc évident que les corps intermédiaires soient appelés à jouer un rôle primordial dans une forme radicalisée de démocratie, et porter nos combats dans l'arène antagoniste du débat public. Pour en prendre pleinement la mesure, nous devons continuer à mobiliser, à assumer pleinement notre rôle, et faire du titre de cet edito un appel : radicalisons la démocratie.

Nicolas Rossignol  
Responsable du Service d'études MC-CM